

### L'UE ET LA BIRMANIE RESSERRENT LEUR COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Une délégation de l'Union européenne (UE) s'est rendue en Birmanie du 13 au 15 novembre, afin de lancer officiellement le groupe de travail commun entre la Birmanie et l'UE (EU-Myanmar Joint Task Force), consacré à la coopération économique mais aussi aux réformes politiques.

Le groupe de travail est présidé par Catherine Ashton, haute représentante de l'UE, et par U Soe Thane, ministre du cabinet du Président de Birmanie. Des Commissaires européens, des députés européens et des représentants de plus de 100 entreprises européennes faisaient aussi partie du voyage



À l'issue de la visite, Le Président Thein Sein et Catherine Ashton, ont déclaré dans une déclaration commune s'être mis d'accord pour lancer un dialogue sur les droits de l'homme en 2014, établir un Conseil économique afin de faciliter les liens économiques, et de continuer le dialogue politique.

### L'ONU ADOPTE SA RÉOLUTION SUR LA BIRMANIE

Le 19 novembre, la troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution sur la situation des droits de l'homme en Birmanie. La résolution exprime les préoccupations de l'ONU face aux violations des droits de l'homme dans le pays, notamment :

- les arrestations arbitraires de militants et de défenseurs des droits de l'homme;
- les déplacements forcés ;
- les confiscations de terres ;
- les viols et les autres formes de violences sexuelles ;
- la torture.

En outre, l'ONU a exprimé sa « grave préoccupation » face à la situation des Rohingyas dans l'État d'Arakan et a appelé le régime à accorder aux Rohingyas une « égalité d'accès » à la citoyenneté. L'ONU exhorte également le gouvernement à mettre fin aux violences contre les Rohingyas et les musulmans de Birmanie.

Le 21 Novembre, la Birmanie a rejeté l'appel de la résolution de l'ONU, demandant d'accorder la citoyenneté aux Rohingya. Ye Htut, le porte-parole du président Thein Sein a réitéré le rejet de la Birmanie d'utiliser le terme « Rohingya » et a déclaré que Naypyidaw n'accorderait la citoyenneté qu'aux « Bengalis » qui répondent aux critères de la loi sur la citoyenneté de 1982.

### **NOUVELLE AMNISTIE : 69 PRISONNIERS POLITIQUES LIBÉRÉS**

Le 15 novembre, la Birmanie a annoncé la libération de 69 prisonniers politiques supplémentaires.

**Vous pensez que tout va bien en Birmanie ?**



**265 activistes sont actuellement  
poursuivis en justice en raison de  
leurs activités politiques**

**Agissez maintenant ! [www.info-birmanie.org](http://www.info-birmanie.org)**

Le gouvernement birman continue d'utiliser les annonces de libération comme un outil de relations publiques. Les prisonniers politiques servent de monnaie d'échange pour acquérir une certaine légitimité auprès de la communauté internationale. À titre d'exemple, ce mois-ci la libération des 69 prisonniers intervient en pleine visite en Birmanie d'une délégation européenne menée par la chef de la diplomatie de l'Union européenne, Catherine Ashton.

La plupart des personnes libérées étaient d'anciens membres de groupes armés ethniques Kachin et Shan, emprisonnés pour la plupart en vertu de la loi sur les associations illégales. Des activistes arrêtés en vertu de la loi sur les rassemblements pacifiques ont aussi été libérés, c'est le cas de Naw Ohn Hla, arrêtée le 13 août pour avoir participé à une manifestation pacifique sans permission contre le projet de mine de Monywa

60 prisonniers politiques sont toujours derrière les barreaux et 265 activistes sont actuellement poursuivis en justice en raison de leurs activités politiques.

### **LES CHIFFRES DU MOIS**

**150** personnes ont protesté contre le projet de mine de Monywa, **2000** personnes ont été déplacées dans l'Etat Kachin et **69** prisonniers politiques libérés